

Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

NGO Action News

6 juillet 2023

Moyen-Orient

- Le 8 juin, l'[Institut des études palestiniennes](#) organisera un séminaire intitulé « La montée de l'extrême droite et de la droite populiste en Israël » à l'université Birzeit. Les sessions porteront sur les dimensions multiples de la montée de l'extrême droite en Israël et ses répercussions sur le conflit israélo-palestinien.
- Le 5 juillet, l'organisation non gouvernementale [Peace Now](#) a fait le point sur l'établissement de nouveaux avant-postes à proximité des colonies de Neve Tzuf, Mevo'ot Jericho et Neve Erez. Elle a également publié un [article](#) faisant état de la nomination d'un représentant du Ministère des colonies et des missions nationales à la sous-commission des colonies du Conseil supérieur de la planification de l'administration civile, ce qu'elle qualifie de « nouvelle étape dans le processus d'annexion ».
- Le 4 juillet, dans une déclaration conjointe, [Al-Haq](#) et d'autres organisations de défense des droits de l'homme ont salué la publication, le 30 juin, de la [mise à jour par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme](#) de la base de données des Nations Unies sur les entreprises qui facilitent les activités des colonies israéliennes en territoire palestinien occupé. Les parties prenantes ont déclaré que cette publication attendue de longue date constitue une étape importante, mais que les mises à jour devront être fournies annuellement à l'avenir. L'[Institut du Caire pour les études des droits de l'homme](#) a également publié cette déclaration sur son site Web.
- Le 4 juillet, le [Centre palestinien pour les droits de l'homme](#) (PCHR) a publié un communiqué de presse détaillant l'attaque israélienne contre le camp de réfugiés de Jénine, qui a fait plusieurs victimes civiles. Le PCHR a averti que la situation en Cisjordanie pourrait encore se détériorer et a invité la communauté internationale, en particulier la Cour pénale internationale (CPI), à prendre des mesures immédiates pour mettre fin aux exactions israéliennes.
- Le 4 juillet, le [centre de ressources BADIL pour la résidence palestinienne et les droits des réfugiés](#) a publié un communiqué de presse affirmant que les opérations militaires menées par Israël à Jénine constituent des violations des droits de l'homme et des crimes internationaux. Le centre BADIL a invité les Nations Unies, ses États Membres et les autres parties prenantes à prendre des mesures pour mettre fin à cette attaque, notamment en imposant des sanctions à Israël et en fournissant une protection physique et juridique à la population palestinienne.

- Le 4 juillet, [B'Tselem](#) a publié un article détaillant la situation dans le village d'al-Mughayir, où l'armée israélienne a installé des barrages routiers et un portail, perturbant la vie de ses 3 200 habitants. Le même jour, B'Tselem a publié un autre [article](#) sur la situation à Jénine, affirmant que la communauté internationale a l'obligation d'agir de manière décisive pour mettre fin à l'attaque d'Israël.
- Le 3 juillet, [Adalah](#) a publié une lettre du Secrétaire du gouvernement israélien, reçue en réponse à une lettre d'Adalah dénonçant la « régularisation » des colonies illégales par Israël. Dans cette lettre, le Secrétaire du gouvernement nie le droit des Palestiniens à l'autodétermination et affirme que le contrôle exercé par Israël sur la Cisjordanie est conforme au droit international.
- Le 2 juillet, [Al-Shabaka](#) a publié un article intitulé « La garde nationale israélienne : un outil de répression des Palestiniens », qui fournit des informations sur la création d'une garde nationale en Israël sous l'égide du Ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, et sur ses conséquences sur les citoyens palestiniens d'Israël.

Asie et Europe

- Le 5 juillet, l'[Association France Palestine Solidarité](#) a publié un article (en français) détaillant l'opération militaire menée par Israël dans le camp de réfugiés de Jénine du 2 au 5 juillet, qui a fait plusieurs morts et entraîné la destruction d'habitations et de bâtiments publics, y compris un hôpital. L'[Agence Média Palestine](#) a publié un article similaire (en français), décrivant les conséquences de l'opération militaire sur la population et les infrastructures de Jénine et de son camp de réfugiés.
- Le 4 juillet, la [Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine](#) (ECCP) a publié une déclaration demandant une intervention urgente en réponse à l'offensive de grande envergure lancée par l'armée israélienne contre Jénine le 2 juillet. Soulignant qu'il s'agit de la plus grande opération menée en Cisjordanie au cours des 20 dernières années, l'ECCP a prié les citoyens européens d'exiger une réaction immédiate de la part de leurs Ministres des affaires étrangères afin de protéger les Palestiniens et de faire pression sur le gouvernement israélien pour qu'il respecte l'état de droit. L'[Association belgo-palestinienne](#) a publié un communiqué de presse similaire, dans lequel elle exhorte le gouvernement belge à agir et annonce un rassemblement contre l'impunité israélienne le 6 juillet à Bruxelles.
- Le 3 juillet, le [Centre palestinien pour le retour](#) (PRC) a publié un communiqué de presse pour exprimer sa vive préoccupation face aux conséquences de l'assaut israélien sur Jénine, suggérant qu'il s'agit d'une opération active de nettoyage ethnique ciblant le peuple palestinien. Le PRC a invité la communauté internationale à agir de toute urgence pour protéger les Palestiniens et leurs biens.

Amérique du Nord

- Le 3 juillet, [Jewish Voice for Peace](#) a publié un communiqué de presse condamnant l'attaque militaire israélienne meurtrière sur Jénine et soulignant qu'il s'agit de la plus grande invasion d'une ville palestinienne en Cisjordanie occupée depuis 2002. Le même jour, [Americans for Peace Now](#) a publié une déclaration pour exprimer sa consternation à l'égard de l'escalade rapide de la violence en Cisjordanie et demander instamment à Israël de protéger les civils.
- Le 30 juin, la [Fondation pour la paix au Moyen-Orient](#) a enregistré un podcast intitulé « Now it is Happening to My Family: The Dispossession of Palestinians from the Old City of Jerusalem », dans lequel Raafat Sub Laban, une avocate palestinienne spécialisée dans les droits de l'homme, explique que sa famille fait face à une menace imminente de dépossession de sa maison.
- Le 29 juin, le [Jerusalem Fund](#) a publié une déclaration rendant hommage à la vie et à l'héritage du D^r Halim Barakat, un romancier et sociologue arabe qui a également été membre du comité du Centre pour la Palestine et l'un des premiers membres du comité exécutif du Centre d'analyse politique sur la Palestine. Cette déclaration comprend également les détails d'un service commémoratif qui se tiendra le 7 juillet dans le Maryland.

Nations Unies

- Le 5 juillet, [Francesca Albanese, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967](#), [Paula Gaviria Betancur, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays](#), et [Reem Alsalem, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes et les filles](#), ont publié un communiqué de presse commun dans lequel elles déclarent que les frappes aériennes et les opérations terrestres israéliennes visant le camp de réfugiés de Jénine pourraient constituer un crime de guerre. Elles ont relevé de nombreux cas où des ambulances ont été empêchées d'accéder au camp pour évacuer les blessés. Leur déclaration souligne également que les attaques des forces israéliennes ne trouvent aucune justification dans le droit international et demande qu'Israël soit tenu responsable de son occupation.
- Le 4 juillet, l'[OCHA](#) a fait le point sur la situation à Jénine, où les forces israéliennes menaient une opération aérienne et terrestre de grande envergure dans le camp de réfugiés de la ville et ses environs.
- Le 4 juillet, l'[UNICEF](#) a publié une déclaration exprimant sa profonde inquiétude face à l'escalade de la violence à Jénine, soulignant que les derniers rapports faisaient état d'au moins trois enfants tués et de nombreux autres blessés. Cette déclaration déplore tous les actes de violence à l'égard des enfants et demande la cessation immédiate de la violence armée.
- Le 4 juillet, [Volker Türk, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme](#), a publié une déclaration commentant les attaques à Jénine et à Tel Aviv, déplorant le cercle

vieux de la violence et priant toutes les parties de mettre fin aux tueries et aux destructions de biens. Il a également demandé à Israël de garantir un accès rapide aux soins médicaux à tous les blessés.

- Le 3 juillet, l'[UNRWA](#) a publié un communiqué de presse exprimant sa vive préoccupation à l'égard de l'opération menée par les forces de sécurité israéliennes dans le camp de réfugiés densément peuplé de Jénine, en Cisjordanie. L'UNRWA n'a pas encore pu confirmer si l'une de ses installations avait été endommagée, mais a demandé à toutes les parties de mettre fin aux violences et de permettre aux blessés d'accéder aux soins médicaux.
- Le 3 juillet, le [porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres](#), a publié une déclaration exprimant sa préoccupation quant à l'évolution de la situation à Jénine, affirmant que toutes les opérations militaires doivent être menées dans le respect du droit humanitaire international.
- Le 3 juillet, le [Coordinateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland](#), a publié une déclaration sur Twitter dans laquelle il exprime son inquiétude à l'égard de la violence à Jénine et exhorte les parties à désamorcer la situation et à garantir l'accès à l'aide humanitaire.

Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile affiliées au Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information.



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>